

13 mars 2004

Europol et Interpol évoquent une opération majeure d'Al-Qaida

Les autorités espagnoles privilégient la responsabilité de l'ETA. Mais Interpol et Europol tendent à attribuer les attentats de Madrid aux réseaux terroristes issus d'Al-Qaida. Depuis plusieurs mois, une action frappant l'Europe était envisagée

LES ATTENTATS de Madrid ont suscité une évidente confusion dans les rangs des spécialistes de la lutte et de l'analyse antiterroristes. Certains ont immédiatement embrayé sur la thèse des autorités espagnoles. Ils estiment que l'évolution récente de l'ETA, avec l'entrée en scène d'une jeune génération d'activistes formés à la guérilla urbaine et peu politisés, exilés pour la plupart en France où leur nombre est estimé, sans grande précision, à « quelques centaines » selon une source madrilène, rendait plausible l'hypothèse d'attentats comme ceux commis jeudi 11 mars.

Richard Evans, un spécialiste britannique, estime, par exemple, que l'action de Madrid est « dans les cordes » de l'organisation sépa-

ratiste basque et que, malgré la pression des autorités policières, des cellules d'ETA restaient capables de monter une attaque de grande ampleur. Il avance pour preuve les récents mouvements d'importantes quantités d'explosifs qu'auraient organisés des terroristes basques. Une ETA radicalisée se préparait, rappelle-t-il, à agir de manière spectaculaire avant les élections du 14 mars.

Cette analyse est en contradiction avec l'avis d'autres spécialistes, selon lesquels l'organisation basque est trop affaiblie pour développer un scénario aussi complexe que celui de jeudi matin.

Dans un deuxième temps, d'autres sources, américaines notamment, affirment que la

méthode utilisée à Madrid s'apparente aussi bien aux techniques du terrorisme islamiste radical qu'à celles de l'ETA, qui s'en était déjà pris à des trains et des touristes. Richard Noble, le patron (américain) d'Interpol, semble, notamment, avoir fait sienne cette thèse.

RÉSULTATS D'EXPERTISES

Jurgen Storbeck, le patron d'Europol, l'office de liaison policière de l'Union européenne, a été, dès jeudi, le premier à émettre quelques doutes à propos de la piste basque, soulignant que l'analyse du gouvernement espagnol ne pouvait exclure la piste arabe, compte tenu de l'ampleur exceptionnelle de l'attentat dans les gares madrilènes.

Contacté jeudi soir, juste après la revendication d'Al-Qaida parvenue au journal basé à Londres *Al-Qods Al-Arabi*, un autre membre d'Europol était sur la même ligne. « Il faudra attendre le résultat d'expertises plus poussées mais, dès le début, la piste d'Al-Qaida m'a semblé s'imposer. Ceci dit, la fermeté de certains responsables espagnols à désigner l'ETA a pu troubler certaines analyses et doit nous rendre prudents », affirmait ce spécialiste de l'organisme européen.

Outre le texte de revendication, une série d'éléments plaident contre la thèse de l'attentat basque, estime l'*Esisc*, un centre d'études stratégiques basé à Bruxelles. L'ETA prévient généralement les autorités avant les explosions,

revendique rapidement ses actions, s'en prend presque essentiellement à des lieux symboliques (casernes, bâtiments administratifs). Jusqu'ici, l'ETA n'a, par ailleurs, pas pratiqué le « ciblage multiple », comme celui qui a dévasté les trains de Madrid.

Cette technique est, en revanche, une sorte de marque de fabrique pour la nébuleuse Al-Qaida, qui l'a utilisée à de nombreuses reprises au cours d'actions qui lui ont été attribuées avec une quasi-certitude : aux Etats-Unis le 11 septembre 2001, bien sûr, mais aussi au Kenya et en Tanzanie (actions contre les ambassades américaines en août 1998), à Riyad (35 morts dans un triple attentat en

mai 2003), à Casablanca (33 morts dans une série d'attentats en mai 2003) et à Istanbul (63 morts après deux doubles attentats en novembre), ainsi sans doute qu'en Irak où, il faut le relever, l'Espagne a, par ailleurs, déjà été visée, avec une embuscade tendue à plusieurs membres des services spéciaux.

« Si la piste d'Al-Qaida se confirme à Madrid, nous pourrions affirmer que nos diagnostics quant à l'état de la menace en Europe, à la fin de l'année dernière, étaient en partie faux. Mais uniquement parce que nous pensions en fait qu'une action de grande envergure interviendrait plus tôt », affirme ce spécialiste d'Europol contacté par *Le Monde*.

Jean-Pierre Stroobants